

§ 5. Il est interdit de faire figurer des images représentant ou stylisant des fruits, tant dans l'étiquetage que dans la publicité des denrées visées à l'article 1er, § 1er, 1° et 2°.

§ 6. Il est interdit de faire référence à de l'eau minérale naturelle ou à de l'eau de source, tant dans l'étiquetage que dans la publicité des denrées visées par le présent arrêté si les conditions suivantes ne sont pas satisfaites :

1° l'eau minérale ou l'eau de source utilisée est conforme aux prescriptions qui leur sont applicables;

2° l'eau utilisée pour la fabrication de la denrée est constituée exclusivement d'une eau minérale naturelle ou d'une eau de source déterminée;

3° le nom de la source figure sur l'étiquetage ou sur la publicité de la denrée;

4° la denrée est fabriquée sur les lieux mêmes de l'exploitation de la source;

5° toute allusion aux propriétés particulières de l'eau minérale ou de l'eau de source est interdite.

Art. 4. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, poursuivies et punies conformément à la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

Art. 5. L'arrêté royal du 27 novembre 1979 relatif aux limonades est abrogé.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Notre Ministre de la Santé publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 octobre 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de la Santé publique,
M. COLLA

§ 5. Het is verboden figuren te doen voorkomen die vruchten voorstellen of styleren, zowel in de etikettering als in de reclame van de in artikel 1, § 1, 1° en 2° bedoelde waren.

§ 6. Het is verboden het gebruik van natuurlijk mineraal water of bronwater te vermelden, zowel in de etikettering als in de reclame van de in dit besluit bedoelde waren, indien aan de volgende voorwaarden niet voldaan is :

1° het natuurlijk mineraal water of het bronwater moet voldoen aan de voorschriften welke daarop van toepassing zijn;

2° het water, dat voor de fabricage van de waar wordt gebruikt, is uitsluitend een bepaalde soort natuurlijk mineraal water of bronwater;

3° de naam van de bron moet in de etikettering of in de reclame van de waar voorkomen;

4° de waar wordt gefabriceerd op de plaats waar de bron wordt geëxploiteerd;

5° elke toespeeling op bijzondere eigenschappen van het natuurlijk mineraal water of het bronwater is verboden.

Art. 4. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit worden opgespoord, vervolgd en gestraft overeenkomstig de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

Art. 5. Het koninklijk besluit van 27 november 1979 betreffende limonades wordt opgeheven.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. Onze Minister van Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 oktober 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. COLLA

MINISTÈRE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 95 — 3366

**22 DECEMBRE 1995. — Arrêté ministériel
portant des mesures complémentaires temporaires
de conservation des réserves de poisson en mer**

[C - 16283]

Le Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes
Entreprises,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983 et 29 décembre 1990;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, notamment l'article 18;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifiées par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence, motivée par le fait que pour l'année 1996 des limitations de captures pour la pêche doivent être fixées afin d'étaler les débarquements, il est nécessaire, en conséquence, de prendre sans retard des mesures de conservation afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE;

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 95 — 3366

**22 DECEMBER 1995. — Ministerieel besluit
houdende tijdelijke aanvullende maatregelen
tot het behoud van de visbestanden in zee**

[C - 16283]

De Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote
Ondernemingen,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983 en 29 december 1990;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat voor het jaar 1996 vangstbeperkingen moeten vastgesteld worden ten einde de aanvoer te spreiden, is het bijgevolg nodig zonder verwijl behoudsmaatregelen te treffen ten einde de door de EG toegestane vangsten niet te overschrijden;

Considérant que les limitations de captures pour la pêche des soles dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) doivent être fixées en fonction des captures réalisées dans une période de référence récente et en fonction de la puissance motrice;

Considérant qu'au cours des années 1989, 1990 et 1991, le groupe de bateaux de pêche de 300 ch ou moins a pêché en moyenne 34 % du quota de soles en Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut et le groupe de plus de 300 ch 66 %, que dès lors une partie correspondant du quota de soles en Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut doit pouvoir être pêchée par chacun de ces groupes de bateaux de pêche;

Considérant que le groupe des bateaux de pêche de plus de 300 ch peut pêcher intégralement les quotas disponibles dans les zones c.i.e.m. autres que la Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut;

Considérant qu'un meilleur étalement des débarquements de soles peut être réalisé en instituant une répartition étalée des quotas de soles dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) ainsi qu'en instituant des maxima de captures de soles par jour civil dans certaines zones c.i.e.m. où les bateaux de pêche belges peuvent pêcher de la sole,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° bateau de pêche : un bateau repris dans la "Liste officielle des navires de pêche belges";

2° zones c.i.e.m. : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985;

3° licence de pêche : licence déterminée par l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994 et 4 mai 1995.

Art. 2. Il est interdit de pêcher, de retenir à bord et de débarquer de la plie d'une longueur de moins de 27 cm.

Art. 3. Le quota total de soles dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut) exprimé en poids de débarquement, réservé pour les bateaux de pêche ayant une force motrice inférieure ou égale à 300 ch, est de 620 tonnes pour la période du 1er janvier 1996 au 31 décembre 1996 inclus.

A l'épuisement de ce quota et ce jusqu'au 31 décembre 1996, il est interdit à ces bateaux de pêche de débarquer de la sole provenant des zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut).

Art. 4. Le quota total de soles dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), exprimé en poids de débarquement, réservé pour les bateaux de pêche ayant une force motrice supérieure à 300 ch, est de 700 tonnes pour la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1996 inclus.

A l'épuisement de ce quota et ce jusqu'au 30 juin 1996, il est interdit à ces bateaux de pêche de débarquer de la sole provenant des zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut).

Art. 5. A partir du 1er janvier 1996 au 30 juin 1996 inclus, il est interdit que dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche dépassent une quantité égale à 2 500 kg, majorée d'une quantité égale à 9 kg multiplié par la puissance du bateau de pêche exprimée en ch. La quantité de soles est exprimée en poids de débarquement.

Art. 6. En dérogation à l'article 5, il est interdit et ce, depuis le 1er janvier 1996 au 31 octobre 1996 inclus, que dans les zones c.i.e.m. II, IV (Mer du Nord et l'Estuaire de l'Escaut), les captures de soles d'un bateau de pêche d'une puissance motrice inférieure ou égale à 300 ch dépassent une quantité égale à 3 500 kg, majorée d'une quantité égale à 30 kg multipliée par la puissance motrice du bateau de pêche, exprimée en ch. La quantité de soles est exprimée en poids de débarquement.

Art. 7. La quantité de soles qui est attribuée à un bateau de pêche n'est pas transmissible à un autre bateau de pêche.

Art. 8. Aux bateaux de pêche de la flotte de pêche de l'Escaut, qui ne peuvent pratiquer que la pêche dans les passes, il n'est pas attribué de quota de soles. Il est interdit aux autres bateaux de pêche, à l'exception des bateaux de pêche de la flotte de pêche de l'Escaut qui ont l'autorisation de pêcher dans l'Estuaire de l'Escaut, de capturer de la sole dans les passes de l'Escaut.

Overwegende dat de vangstbeperkingen voor de tongvisserij in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) moeten vastgesteld worden in functie van de vangsten in een recente periode en in functie van het motorvermogen;

Overwegende dat in de jaren 1989, 1990 en 1991 de groep vissersvaartuigen van 300 pk of minder gemiddeld 34 % van het tongquotum in de Noordzee en Scheldeestuarium heeft opgevist en de groep van meer dan 300 pk 66 %, dat dan ook een overeenstemmend gedeelte van het tongquotum in de Noordzee en Scheldeestuarium moet kunnen opgevist worden door elk van deze groepen vissersvaartuigen,

Overwegende dat de groep vissersvaartuigen van meer dan 300 pk integraal de beschikbare quota in de andere i.c.e.s.-gebieden dan de Noordzee en Scheldeestuarium kan opvissen;

Overwegende dat een betere spreiding van de aanvoer van tong kan bewerkstelligd worden door het instellen van een gespreide verdeling van de tongquota in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) alsook door het instellen van maximale vangsten per kalenderdag in bepaalde i.c.e.s.-gebieden waar de Belgische vissersvaartuigen mogen tong vangen,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder-

1° vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen";

2° i.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de EG-Commissie in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sectoren;

3° visvergunning : visvergunning zoals bepaald in het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994 en 4 mei 1995.

Art. 2. Het vissen, het aan boord houden en de aanvoer van schol met een lengte van minder dan 27 cm is verboden.

Art. 3. Het totale tongquotum in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium), uitgedrukt in aanvoergewicht, voorbehouden aan de vissersvaartuigen met een motorvermogen van 300 pk of minder bedraagt, voor de periode van 1 januari 1996 tot en met 31 december 1996, 620 ton.

Bij uitputting van dit quotum is het aan die vissersvaartuigen tot en met 31 december 1996 verboden nog tong aan te voeren uit de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium).

Art. 4. Het totale tongquotum in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium), uitgedrukt in aanvoergewicht, voorbehouden aan de vissersvaartuigen met een motorvermogen van meer dan 300 pk, bedraagt, voor de periode van 1 januari 1996 tot en met 30 juni 1996, 700 ton.

Bij uitputting van dit quotum is het aan die vissersvaartuigen tot en met 30 juni 1996 verboden nog tong aan te voeren uit de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium).

Art. 5. Vanaf 1 januari 1996 tot en met 30 juni 1996 is het verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 2 500 kg, vermeerderd met een hoeveelheid die gelijk is aan 9 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig, uitgedrukt in pk. De hoeveelheid tong wordt uitgedrukt in aanvoergewicht.

Art. 6. In afwijking van artikel 5 is het vanaf 1 januari 1996 tot en met 31 oktober 1996 verboden dat in de i.c.e.s.-gebieden II, IV (Noordzee en Scheldeestuarium) de tongvangst van een vissersvaartuig met een motorvermogen van 300 pk of minder een hoeveelheid overschrijdt die gelijk is aan 3 500 kg, vermeerderd met een hoeveelheid die gelijk is aan 30 kg vermenigvuldigd met het motorvermogen van het vissersvaartuig, uitgedrukt in pk. De hoeveelheid tong wordt uitgedrukt in aanvoergewicht.

Art. 7. De hoeveelheid tong die aan een vissersvaartuig wordt toegewezen, is niet overdraagbaar naar een ander vissersvaartuig.

Art. 8. Aan de vissersvaartuigen van de Scheldevisserijvloot die enkel binnengaats mogen vissen, wordt geen tongquotum toegekend. Alle andere vissersvaartuigen, met uitzondering van de vissersvaartuigen van de Scheldevisserijvloot die de toelating hebben om in het Scheldeestuarium te vissen, is het verboden tong te vangen op de Westerschelde, binnengaats.

Art. 9. § 1er. Si les quantités de soles, comme mentionnées aux articles 5 et 6, sont dépassées par le bateau de pêche, la licence de pêche qui a été délivrée au bateau de pêche est retirée. Par pourcentage de dépassement, la licence de pêche est retirée d'un jour.

Sans préjudice des dispositions du premier alinéa, la période de retrait minimale de la licence de pêche est fixée à cinq jours.

La période de retrait de la licence de pêche maritime se compose d'un nombre de jours consécutifs et entre en vigueur le jour suivant celui de la notification du dépassement par pli recommandé par le Service de la Pêche maritime au propriétaire du bateau de pêche concerné.

§ 2. Le dépassement de la quantité de soles de la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1996 inclus d'un bateau de pêche d'une puissance motrice supérieure à 300 ch est déduit de la quantité de soles qui sera attribuée au bateau de pêche à partir du 1er juillet 1996.

Le dépassement de la quantité de soles de la période du 1er janvier 1996 au 31 octobre 1996 inclus d'un bateau de pêche d'une puissance motrice inférieure ou égale à 300 ch est déduit de la quantité de soles qui sera attribuée au bateau de pêche à partir du 1er novembre 1996.

Art. 10. Dans la période du 1er janvier 1996 au 30 juin 1996 inclus et ce, dans la zone c.i.e.m. concernée et par jour civil, les captures de soles des bateaux de pêche, exprimées en poids de débarquement, ne peuvent dépasser les quantités suivantes :

- 600 kg dans la zone c.i.e.m. VIIa;
- 400 kg dans la zone c.i.e.m. VIId, en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 300 ch;
- 600 kg dans la zone c.i.e.m. VIId, en cas d'une puissance motrice supérieure à 300 ch;
- 250 kg dans la zone c.i.e.m. VIIe;
- 500 kg dans les zones c.i.e.m. VIIf, g en cas d'une puissance motrice égale ou inférieure à 300 ch;
- 800 kg dans les zones c.i.e.m. VIIf, g, en cas d'une puissance motrice supérieure à 300 ch;
- 800 kg dans les zones c.i.e.m. VIIh, j, k.

Dans la période du 1er février 1996 au 30 juin 1996 inclus, la pêche totale de sole des bateaux de pêche, dans les zones c.i.e.m. VIIa, b exprimée en poids de débarquement, ne peut dépasser 1 200 kg par jour civil.

Art. 11. La force motrice, mentionnée aux articles 3, 4, 5, 6, 9 et 10 du présent arrêté, correspond avec la puissance du moteur reprise dans la "Liste officielle des navires de pêche belges 1996".

Art. 12. La pêche de soles dans les zones c.i.e.m. VIIa, b est interdite dans la période du 1er janvier 1996 au 31 janvier 1996 inclus.

Art. 13. Par jour civil on ne peut débarquer que des soles en provenance d'une seule zone c.i.e.m. pour autant qu'un quota de sole soit disponible dans cette zone c.i.e.m.

Art. 14. Les infractions aux dispositions du présent arrêté ainsi qu'aux limitations apportées aux licences de pêche sont recherchées, constatées et punies, conformément aux dispositions de la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer ainsi que la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Art. 15. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er janvier 1996.

Le présent arrêté cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1996, à 24 heures, à l'exception de l'article 9, § 1er.

Bruxelles, le 22 décembre 1995.

K. PINXTEN

Art. 9. § 1. Indien de hoeveelheden tong, zoals bedoeld in de artikelen 5 en 6, door het vissersvaartuig worden overschreden, wordt de visvergunning die aan het vissersvaartuig werd afgeleverd, ingetrokken. Per procent overschrijding wordt de visvergunning één dag ingetrokken.

Onverminderd de bepalingen van het eerste lid wordt de minimumperiode van intrekking van de visvergunning vastgesteld op vijf dagen.

De periode van intrekking van de visvergunning bestaat uit een aantal opeenvolgende dagen en treedt in werking op de dag volgende op die van de notificatie van de overschrijding per aangetekend schrijven door de Dienst voor de Zeevisserij aan de eigenaar van het betrokken vissersvaartuig.

§ 2. De door een vissersvaartuig met een motorvermogen van meer dan 300 pk overschreden hoeveelheid tong in de periode van 1 januari 1996 tot 30 juni 1996 wordt in mindering gebracht op de hoeveelheid tong die aan het vissersvaartuig zal worden toegekend vanaf 1 juli 1996.

De door een vissersvaartuig met een motorvermogen van 300 pk of minder overschreden hoeveelheid tong in de periode van 1 januari 1996 tot 31 oktober 1996 wordt in mindering gebracht op de hoeveelheid tong die aan het vissersvaartuig zal worden toegekend vanaf 1 november 1996.

Art. 10. In de periode van 1 januari 1996 tot en met 30 juni 1996 mogen de tongvangsten van de vissersvaartuigen, uitgedrukt in aanvoergewicht, in het betrokken i.c.e.s.-gebied per kalenderdag volgende hoeveelheden niet overschrijden :

- 600 kg in het i.c.e.s.-gebied VIIa;
- 400 kg in het i.c.e.s.-gebied VIId, ingeval het motorvermogen 300 pk of minder bedraagt;
- 600 kg in het i.c.e.s.-gebied VIId, ingeval het motorvermogen meer dan 300 pk bedraagt;
- 250 kg in het i.c.e.s.-gebied VIIe;
- 500 kg in de i.c.e.s.-gebieden VIIf, g, ingeval het motorvermogen 300 pk of minder bedraagt;
- 800 kg in de i.c.e.s.-gebieden VIIf, g, ingeval het motorvermogen meer dan 300 pk bedraagt;
- 800 kg in de i.c.e.s.-gebieden VIIh, j, k.

In de periode van 1 februari 1996 tot en met 30 juni 1996 mag de tongvangst van de vissersvaartuigen uitgedrukt in aanvoergewicht, in de i.c.e.s.-gebieden VIIa, b, 1 200 kg per kalenderdag niet overschrijden.

Art. 11. Het motorvermogen bedoeld in de artikelen 3, 4, 5, 6, 9 en 10 van dit besluit komt overeen met het vermogen van de motor vermeld in de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen 1996".

Art. 12. De visserij op tong in de i.c.e.s.-gebieden VIIa, b is verboden in de periode van 1 januari 1996 tot en met 31 januari 1996.

Art. 13. Per kalenderdag mag slechts uit één i.c.e.s.-gebied tong worden aangevoerd, voor zover in dit i.c.e.s.-gebied een tongquotum beschikbaar is.

Art. 14. Overtredingen van de bepalingen van dit besluit en van de beperkingen aangebracht aan de visvergunningen worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de bepalingen van de wet van 12 april 1957, waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee en van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

Art. 15. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1996.

Dit besluit houdt op van kracht te zijn op 31 december 1996, om 24 uur, met uitzondering van het artikel 9, § 1.

Brussel, 22 december 1995.

K. PINXTEN